La constitution

Quand on commence à examiner comment il sera possible d'assurer cette formation, on constate qu'il existe de plus en plus d'obstacles provinciaux au mouvement des travailleurs. Des règlements interdisent à des personnes d'occuper un emploi à tel endroit parce qu'elles ne détiennent pas le bon papier, parce que leur papier n'est pas de la bonne couleur. Quand nous voulons conclure des ententes en matière de formation avec des industries dans l'Ouest, les gouvernements des provinces soutiennent que nous ne pouvons le faire. Quand nous voulons lancer de nouvelles initiatives afin d'offrir des chances égales aux autochtones, les gouvernements provinciaux nous disent qu'ils ne croient pas à ce genre de méthodes. D'après eux, l'inégalité n'existe pas dans leur province, de sorte qu'il n'y a pas lieu de conclure d'entente à ce sujet.

Nous éprouvons des difficultés à gérer les ressources humaines nécessaires au développement de l'Ouest parce que les règlements provinciaux gênent de plus en plus la mobilité des travailleurs. En effet, la multiplication des règlements du travail et des codes provinciaux relatifs aux droits de la personne entrave le travail du gouvernement fédéral en faveur de la formation des travailleurs et de la création d'emplois. L'Ouest ne pourra croître avec tous ces obstacles, monsieur l'Orateur. Nous ne pourrions atteindre nos objectifs à moins que la gestion complète des ressources humaines ne soit possible. Les personnes doivent venir de quelque part. On ne les trouve pas sous terre comme le pétrole et le gaz. Elles doivent venir d'ailleurs au Canada, de l'étranger et il faut organiser cette migration. C'est une des grandes tâches qui s'imposent aujourd'hui.

Une voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Le député d'en face n'est pas obligé de le croire. Il peut demeurer inactif. Il peut faire l'autruche. C'est son droit; mais il reste que l'Ouest sera aux prises avec une forte migration qui doit être régularisée d'une façon ou d'une autre. Le gouvernement fédéral est en train de s'y appliquer parce que les provinces ne sont pas disposées à le faire, on ne sont en mesure de le faire.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Parlons maintenant de la gestion des ressources, eh bien, nous allons supprimer toutes les subventions dans nos provinces et nous verrons bien comment elles réagiront. Si vous pensez que c'est un gros handicap, nous verrons. Nous montrerons que vous bluffez.

Parlons de la gestion des ressources. Nous entendons beaucoup parler des premiers ministres provinciaux qui veulent s'assurer de pouvoir gérer le pétrole, le gaz, le charbon et l'électricité. Nous n'entendons pas parler de la façon dont ils vont administrer les forêts ou les exploitations agricoles dans ces régions. Le fait est que la condition du sol se dégrade d'année en année dans l'Ouest et qu'il n'y a pas de reboisement de cette région du pays. Ces ressources sont administrées par le gouvernement provincial et sont du ressort de ce dernier. Apparemment, les provinces ont oublié de gérer ces ressources. Pourquoi? Parce qu'elles ne rapportent pas autant que les autres. Ce qui se passe c'est qu'on extrait du charbon chaque jour. Le ministre du MEER et le ministre chargé des Forêts

ont sur leur bureau des lettres qui leur demandent de s'occuper de la pêche, des forêts ou des exploitations agricoles. Lorsqu'ils sont en difficulté ils savent où s'adresser—tout comme les provinces, ils viennent puiser dans les poches du fédéral.

C'est ainsi que devrait fonctionner le fédéralisme, monsieur l'Orateur. Néanmoins, nous devons admettre que pour assurer la gestion de ces ressources, nous devons partager une partie des recettes qui en proviennent. Nous ne pouvons pas nous contenter de puiser dans une assiette fiscale qui reste stable et c'est là un des objets de notre débat. C'est pourquoi nous devons modifier la règle du jeu et veiller au moins à ce que les pouvoirs sur les ressources de notre pays soient partagés de façon équitable. Nous n'avons nul désir de limiter les pouvoirs que possèdent actuellement les provinces sur leurs ressources. Rien ne dit dans notre résolution que nous allons les leur soustraire.

Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a fait une révélation lundi. Ses remarques constructives nous ont beaucoup réjouis, mais il a dit que nous avions oublié toute la question des pouvoirs en matière de ressources. Nous ne l'avons pas oubliée, monsieur l'Orateur; nous l'avons modifiée. Nous l'avons modifiée à la conférence. Cela n'a pas été oublié; nous l'avons proposé aux provinces et c'était à elles d'en profiter. Elles n'en ont rien fait, monsieur l'Orateur. Nous avons offert de partager notre part.

Une voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Le député aurait dû se réveiller plus tôt. Nous estimons qu'il faudrait discuter plus longuement de la question du partage des pouvoirs.

Il est inutile de nous engager dans cette discussion, toutefois, tant que nous n'aurons pas, au Parlement et entre nos mains, la possibilité de modifier notre constitution. L'histoire des changements d'ordre constitutionnel au Canada veut que chaque fois que nous en arrivons à un consensus ou à un accord, et que nous sommes prêts à procéder à un changement, nous ne disposons pas du levier nécessaire qui se trouve en Angleterre. Jusqu'à ce que soit découvert le moyen de l'obtenir, nous n'avons plus de consensus.

M. Kempling: Retournez à vos manuels d'histoire et lisez-les.

M. Axworthy: Nous estimons également que la discussion sur les ressources est importante. Il faudrait envisager cette question dans le cadre de la réforme constitutionnelle. La question est délicate quant à savoir quelle orientation faire prendre au pays, laquelle orientation il nous faut inscrire dans la constitution, mais après d'autres questions. Nous devons obtenir le pouvoir de modifier notre propre constitution afin qu'au moment où seront changés certains de ces gouvernements provinciaux—par exemple celui du Manitoba qui doit changer l'année prochaine et celui de la Colombie-Britannique, l'année d'après, et plusieurs autres—ces nouveaux gouvernements peuvent adopter un point de vue plus progressiste, nous permettant d'emblée de reprendre des négociations sérieuses relatives au partage des pouvoirs. Alors nous pourrions mettre en œuvre les changements dont nous avons besoin, car nous aurons, ici même, le pouvoir de faire ces changements au moment précis où il nous les faut.